



La Commune



Élections en Espagne : tous perdants !

La répétition des élections a aggravé la crise politique de l'État. La première place du Parti populaire (PP), insuffisante pour gouverner, et l'échec des prétentions de la coalition Unidos Podemos (UP) (Izquierda Unida et Podemos), à devancer le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), accule ce parti, pivot du régime, à avaler la couleuvre de la grande coalition avec le PP qui vient de lui proposer la formation d'un gouvernement de Salut.

Le conseiller économique du PSOE, Jordi Sevilla, avait à la mi-juin déclaré: " *s'il n'y a pas de majorité, et pour éviter des troisièmes élections, il faudrait laisser gouverner le parti qui a obtenu le plus de soutiens au parlement* ". Ce que certains avaient voulu prendre pour une demande de soutien adressée à UP, donné en deuxième position par tous les sondages. Mais les électeurs en ont décidé autrement et UP, en perdant plus d'un million de voix, n'a pas réussi le "sorpasso" promis.

Le PSOE au pied du mur

Le PSOE, bien qu'érodé en voix et en sièges, a donc conservé la deuxième place. L'affirmation du président de la région de Valence, Ximo Puig (PSOE), qu'une grande coalition entre le PSOE et le PP serait la pire des solutions, est donc près de se réaliser. C'est ce qui occupera, sans nul doute, la discussion des dirigeants du PSOE chargés, lors de leur comité fédéral, de la suite à donner à cette épineuse question formulée maintenant de façon plus pressante par le président intérimaire du gouvernement, à savoir la formation d'un gouvernement de salut pour sauver la monarchie héritée de la dictature franquiste.

Ayant évité de peu d'être jeté dans les poubelles de l'Histoire le PSOE doit faire face à la dure réalité d'avoir obtenu le plus mauvais résultat électoral de son histoire. Les 85 sièges obtenus, 90 lors du premier tour, l'éloignent d'une quelconque option de gouvernement, à moins de provoquer un troisième tour électoral. Hormis son candidat, Pedro Sánchez, tous les dirigeants estiment jusqu'ici que le parti doit rester dans l'opposition. La décision du comité fédéral devra donc porter sur la façon de laisser le PP gouverner.

La coalition UP en plein désarroi

Cette coalition qui a perdu 1.062.862 voix le 26 juin est en plein désarroi. Elle doit affronter les tiraillements d'Izquierda Unida (IU), de ses alliances territoriales, de ses divers courants internes, et mettre de l'ordre dans un amalgame de sigles, une vingtaine, dont le ciment consistait en la possibilité d'une victoire électorale. L'ampleur de cet échec a provoqué un tel affrontement entre les différents courants que le secrétaire d'organisation, Pablo Echenique, a envoyé un message au " *conseil citoyen de l'état*", l'organe de direction de Podemos, menaçant " *d'extirper les mauvaises herbes des violences enkystées*". Ce revers a ouvert une crise interne, où est mise en cause la décision de s'allier à IU. En effet, un nombre important d'électeurs d'IU ayant tourné le dos à la coalition de même que d'anciens électeurs arrachés avant au PSOE.

UP a perdu ces voix dans les grandes villes où un grand nombre d'électeurs a préféré s'abstenir, ne faisant plus confiance à cette direction qui puise ses racines dans le crypto-stalinisme.

Les raisons de cette abstention ¹ et de ces défections sont à rechercher dans la nature de cette coalition sans principes, le manque de crédibilité causé par les ambiguïtés de son programme attrape-tout, l'inexistence de propositions claires de défense des revendications de la classe ouvrière et la collaboration de ses dirigeants avec les institutions de l'État espagnol, qui est à la racine de son opportunisme politique.

À cet égard, l'éloge de Pablo Iglesias, son candidat, à l'ex-président José Luis Rodríguez Zapatero: "c'est le meilleur président de la démocratie", ajoutant "je le consulte quand j'ai des doutes" (alors qu'il avait donné auparavant, comme préalable à tout soutien à M. Sánchez, l'abrogation de la réforme de M. Zapatero)

donne la mesure de son indigence politique. Il en va ainsi de ses positions sur le déficit budgétaire et la dette imposés par le capital, qu'il accepte , tout comme le PSOE. Il en va de même au sujet des retraites, proposant, comme M. Sánchez, leur fiscalisation par la création d'un nouvel impôt, au lieu de les financer par des cotisations salariales et la solidarité des travailleurs, seule garantie de leur revalorisation et de leur maintien effectif.

C'est cette indigence politique qui contribue au maintien du PP et du PSOE, malgré leur faillite avérée, et c'est la leçon à tirer de cet épisode électoral qui a, de nouveau, démontré que seule par la lutte des classes, en mobilisant les travailleurs à partir de leurs propres revendications, une campagne électorale peut servir à balayer les institutions héritées du franquisme, et permettre à la classe ouvrière et aux peuples opprimés éviter d'être engloutis dans le gouffre de la domination du capital.

Domingo Blaya,
03-07-2016.

1. *Plus de 30% d'abstention à ces élections.*

Modifié le samedi 09 juillet 2016

Voir aussi dans la catégorie État Espagnol



« L'irruption d'un mouvement de masse mené par la classe ouvrière est nécessaire

L'Espagne, tout comme la France, subit de plein fouet crise économique et épidémique. Quelle est la situation du pays, du point de vue économique, politique social, quatre ans après la... »



Où vont les Anticapitalistes de Podemos ?

Les anticapitalistes en Espagne sont, comme en France le NPA, issus de la crise du Secrétariat unifié 1 . Ce n'est qu'en 2014, après d'autres crises internes qu'ils ont intégré Podemos à... »



Pactes, corruption et lutte des classes

Les forces centrifuges ne cessent d'agiter l'État espagnol. Pour y faire face, les tribunaux de la monarchie tournent à plein régime, comme en Catalogne, où les affaires font la une des médias :... »



Institutions en crise et nationalités



Tout comme 2015, l'année 2016 s'achève dans la crise des institutions issues du franquisme. Les problèmes non résolus débouchent sur des Cortes croupions très polarisées, révélant... »



À l'épreuve du pacte P.P - P.S.O.E

À peine investi, grâce à l'appui du Partido socialista obrero español (PSOE), le gouvernement minoritaire du Partido Popular (PP) se dispose à faire les réformes exigées par l'Union... »



Crise de la Monarchie espagnole : La brèche

La crise politique de l'État espagnol monte d'un cran avec l'investiture du président sortant, Mariano Rajoy, grâce à l'abstention de soixante-huit députés du Parti socialiste ouvrier espagnol... »